



Sidaction



Alerte presse
À Pantin, le 12/08/2022

VARIOLE DU SINGE : **Le risque réel d'une épidémie hors de contrôle**

Depuis la découverte du premier cas de variole du singe en France, le 19 mai 2022, l'épidémie de Monkeypox progresse de façon alarmante, quasiment exclusivement au sein d'un groupe d'hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Nous réclamons depuis plusieurs semaines la mise en place d'une campagne de vaccination coup de poing accessible aux personnes les plus exposées.

Les efforts du ministère de la santé et de certaines Agences Régionales de Santé ne suffisent pas à ce stade à envisager le contrôle de cette épidémie.

Sans une mobilisation de moyens massifs, le risque d'une perte de contrôle de l'épidémie est réel.

Le vaccin socle de la prévention diversifiée

La lutte contre la diffusion de la variole du singe repose sur une stratégie de prévention diversifiée qui comprend la réduction des risques de contracter et de transmettre le virus, et la vaccination. Contre les maladies infectieuses, la vaccination a toujours été le socle de réponses durables. Il est donc nécessaire que le vaccin contre la variole humaine, efficace contre cette variole d'origine animale, soit largement disponible.

Donner la priorité à une première injection pour toutes et tous

La Haute autorité de santé (HAS) dans son avis du 7 juillet définit les personnes prioritaires pour la vaccination : les hommes ayant plusieurs partenaires sexuels masculins ; les personnes trans ayant plusieurs partenaires sexuels ; les personnes exerçant le travail du sexe ; les personnes travaillant dans les lieux de consommation sexuelle. Pour les hommes ayant plusieurs partenaires sexuels masculins, la HAS se réfère à une évaluation de Santé Publique France qui évalue le nombre à 250 000 personnes¹. Ce nombre ne comprend pas les autres groupes éligibles à la vaccination.

Aujourd'hui, 30 000 personnes ont bénéficié d'une première dose. Le vaccin demande deux doses pour être efficace. Pour avoir le bénéfice le plus rapide de cet outil, il est nécessaire que le plus grand nombre reçoive une dose rapidement, pour ensuite disposer de créneau pour l'administration de la seconde dose.

Eviter la perte de contrôle avant fin septembre.

Au rythme actuel, toutes les personnes éligibles seront vaccinées fin décembre, et avec une seule dose. A cette date, et à ce rythme, il est sûr qu'il y aura bien plus de cas en dehors du groupe actuellement le plus touché. L'épidémie sera hors de contrôle.

Pour garder le contrôle sur l'épidémie, puis la faire chuter, il faut que toutes les personnes cibles soient vaccinées pour la fin de l'été le 23 septembre, soit dans les six prochaines semaines. Si l'on prend en compte seulement le chiffre de 250 000 personnes éligibles, dont 30 000 sont déjà vaccinées, cela représente 220 000 personnes. Il faut donc vacciner au moins 37 000 personnes par semaine. Aujourd'hui, en France, ce sont environ 15 000 personnes par semaine qui sont vaccinées, nous sommes très loin du compte. Surtout, ce chiffre prend en compte les seuls HSH, qui ne constituent pas l'unique groupe éligible.

Une mobilisation de masse est nécessaire

L'expérimentation avec les pharmacies doit être déployée, sans attendre deux semaines. Il est nécessaire que les collectivités territoriales se mobilisent pour organiser des opérations de vaccination flash sans rendez-vous comme cela a été le cas à Lille le weekend dernier. Nous insistons aussi sur le rôle des ARS qui doivent faciliter un tel dispositif sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra-marin.

Il devient urgent de mobiliser les grandes organisations qui en France sont en capacité de déployer des moyens importants, comme la Croix rouge. De grands événements festifs rassemblant un grand nombre de HSH sont prévus ou en cours. Ces événements sont des opportunités pour vacciner plusieurs centaines ou milliers de personnes. Les enjeux logistiques sont importants, au niveau de l'urgence sanitaire.

L'ensemble du gouvernement et de l'Etat doivent prendre la mesure de l'urgence et faire appel aux organisations en capacité de soutenir une réponse massive, sur un temps bref.

À propos d'Act Up-Paris

Fondée en 1989, Act Up-Paris est une association militante de lutte contre le VIH-Sida, les hépatites virales et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), qui accompagne et cherche à améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH. Association issue de la communauté LGBTQIA+, elle rassemble des personnes séropositives, des militant.e.s concerné.e.s par la maladie, des hommes, des femmes, des trans, gays, bi, hétéros, pour qui le VIH n'est pas une fatalité. Nous produisons, entretenons et diffusons une expertise sur tous les aspects de l'épidémie : thérapeutique, économique, juridique, social et politique. Nous diffusons cette information par tous nos relais : le site de vulgarisation scientifique de la recherche en prévention (www.reactup.fr), notre site internet (www.actupparis.org) et les RéPI (Réunion Publique d'Information).

À propos de AIDES

Créée en 1984, AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France et en Europe. Elle est reconnue d'utilité publique et labellisée "Don en confiance" par le Comité de la Charte. AIDES agit depuis plus de 35 ans avec et auprès des populations les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites pour réduire les nouvelles contaminations et accompagner les personnes touchées vers le soin et dans la défense de leurs droits. Plus globalement, l'association joue un rôle majeur dans l'amélioration de la prise en compte des malades dans le système de santé en France, l'évolution des droits des personnes vulnérables et la lutte contre les discriminations.

Ses principes : respect, indépendance, confidentialité et non-jugement.

À propos du Strass

Le Syndicat du Travail Sexuel existe depuis mars 2009. Il est organisé par et pour les travailleurSEs du sexe, et a vocation à intégrer et représenter touTEs les travailleurSEs du sexe, quel que soit le secteur exercé, l'identité de genre, la nationalité, etc. Le STRASS a pour but la défense des intérêts des travailleurSEs du sexe, quels qu'ils soient. Les membres du STRASS doivent être travailleurSEs du sexe, en exercice, ou en « retraite ». Les managers, employeurs, et autres personnes en position de pouvoir et bénéficiant du travail et des revenus des travailleurSEs du sexe ne sont pas définis comme travailleurs du sexe et ne peuvent donc pas être membres du STRASS. Le STRASS défend une analyse et une politique féministe, en faveur des minorités, et s'inscrivant dans la tradition de la lutte des classes, luttes syndicales et ouvrières en faveur des droits et des intérêts des travailleurs, luttes intersectionnelles, des migrations, anti-racistes, anti-carcérales et policières, sexuelles & de genre, etc. Le STRASS n'a pas uniquement pour objet de lutter contre la criminalisation du travail sexuel (proxénétisme, délits de racolage ou d'achat d'acte sexuel, arrêtés anti-prostitution), mais également contre son exploitation, le travail forcé, la traite des êtres humains, et toute forme de violence subie par les travailleurSEs du sexe. Nous promouvons l'autodétermination, l'autogestion, et l'auto-organisation, et défendons le principe de travail sans exploiteur et de l'organisation en coopérative. Le STRASS ne revendique pas de régime ni de statut spécifique au travail sexuel, mais simplement l'accès au droit commun, ce qui inclut le droit du travail et l'absence de discriminations ou de réglementations coercitives, le droit à la santé (sexuelle, gynéco, psy, etc), et l'ensemble des droits humains.

À propos de Sidaction

Association reconnue d'utilité publique, Sidaction a pour objectif le financement et le développement de programmes de lutte contre le sida, en France et dans les pays à ressources limitées ou intermédiaires. Créée en 1994, l'association apporte un soutien financier et technique à près de 200 programmes de lutte contre le sida – tant dans le domaine de la recherche scientifique et médicale, de la prévention, du soin et de l'aide aux personnes vivant avec le VIH ou à celles qui y sont le plus exposées.

En complément des projets soutenus en France, en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Europe de l'Est, Sidaction développe des actions permettant de mutualiser les expériences des acteurs de la lutte contre le VIH, associations et scientifiques, d'émettre des recommandations en vue d'améliorer l'accès à la santé et la qualité de vie des personnes concernées par l'épidémie de VIH, et enfin de porter un plaidoyer en vue de défendre leurs droits.

À propos de l'Enipse

L'ENIPSE - Equipe Nationale d'Intervention en Prévention et SantE est une association, loi 1901 d'intérêt général (ex association historique le SNEG). Depuis 1990, elle mobilise un réseau festif de 800 lieux commerciaux LGBTQI+ et libertins en France dans le domaine de la lutte contre le SIDA et les autres IST par la mise en place d'outils spécifiques et adaptés de prévention (affiches, documents, préservatifs, gels etc..). L'association développe également un programme d'actions auprès des exploitants, des salariés, des clientèles des lieux festifs, des associations, des sites et applications de rencontre couvrant les champs de la santé sexuelle à la santé mentale. Ces actions s'intègrent dans le parcours de prévention, de dépistage, mais aussi du soin du patient, comme l'éducation thérapeutique, les groupes de paroles, la formation ou les approches complémentaires en santé comme la sophrologie.

À propos de l'Inter-LGBT

L'Inter-Associative Lesbienne, Gaie, Bi et Trans, créée sous le nom de Lesbian & Gay Pride Île-de-France en 1999, est une Association loi de 1901 et reconnue d'intérêt général, membre du Réseau d'Assistance aux Victimes d'Agressions et de Discriminations et de l'ILGA Europe. Regroupant des associations françaises lesbienne, gaie, bi et trans, l'Inter-LGBT a pour but de lutter contre les discriminations fondées sur les mœurs, l'orientation ou l'identité de genre, dans le cadre de la promotion des droits humains et des libertés fondamentales. L'Inter-LGBT organise chaque année la Marche des Fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans, le Printemps des Assocés (conférence et salon) et d'autres interventions publiques ; elle participe au dialogue politique et social ; elle soutient des projets inter-associatifs et favorise à la fois la visibilité des associations LGBT et l'émergence d'une stratégie collective.

A propos de la Fédération sportive LGBT+

Nous sommes une fédération de 7500 adhérent.e.s qui pratiquent le sport de manière inclusive regroupant 50 sports, nous sommes mobilisé.e.s autour de cette pandémie de Monkeypox, afin de protéger nos concitoyen.nes. étant préoccupé.e.S par l'évolution de cette pathologie et le manque d'accompagnement et le désintérêt des pouvoirs publics.

A propos des Séropotes

Les Séropotes est une association par et pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) créée en 2005. Elle vise à un accompagnement global des PVVIH dans un objectif de bien-être en bâtissant des stratégies individuelles et/ou collectives pour y arriver, Elle développe également une série d'outils (dispositifs sociaux, permanences juridiques et sociales), un réseau de patients-experts et un plaidoyer destinés à permettre aux personnes concernées de ne plus se sentir ou être marginalisées mais bien d'être des acteurs majeurs des décisions les concernant.

Contacts Presse

Act Up-Paris

François Emery

femery@actupparis.org

06 16 31 62 09

Marc-Antoine Bartoli

mabartoli@actupparis.org

06 34 45 68 89

AIDES

Fabrice Pilorge

fpilorge@aides.org

06 07 17 88 76

Marc Dixneuf

mdixneuf@aides.org

06 83 32 84 34

Strass

Thierry Schaffhauser

sexworkeractivist@gmail.com

(07) 69 27 76 11

Sidaction

Florence Thune

f.thune@sidaction.org

06 84 62 44 89

Enipse

Antonio ALEXANDRE

a.alexandre@enipse.fr

0612715440

Inter-LGBT

Matthieu Gatipon-Bachette

presse@inter-lgbt.org

07 71 08 68 45

Fédération Sportive LGBT+

Eric ARASSUS

presidence@sports-lgbt.fr

Tel : 06 61 24 84 40

ⁱ Enquête "Rapport au sexe" (ERAS) 2021 à destination des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes 2021. <https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2021/enquete-rapport-au-sexe-eras-2021-a-destination-des-hommes-ayant-des-rapports-sexuels-avec-des-hommes>